



La Commune



En défense des 1000 de Cachan

Nous reproduisons ci-dessous un communiqué "En défense des 1000 de Cachan" dont nous partageons pour l'essentiel le contenu

Initiatives et Actions Citoyennes pour la Démocratie et le Développement

Président : Sékou DIABATE

Tél. : 06 13 91 24 14

E-mail : iacd001@yahoo.fr

Site: www.iacd-news.org

" Penser librement, décider utilement et agir collectivement "

Communiqué n° 2 ter : En défense des 1000 de Cachan et les autres

Après l'expulsion forcée et musclée du bâtiment F à Cachan, les 1000 n'ont même pas eu le temps de se remettre de cette émotion qu'il est question d'une nouvelle expulsion du Gymnase " Belle Image " où ils ont été accueillis grâce à leur propre détermination, la pression des organisations de défense des Droits de l'Homme, l'engagement de certains élus du département, l'implication de citoyens venus d'un peu partout et l'intervention du Maire de la ville. Ainsi, en lieu et place d'une solution digne et durable pour leur relogement et la régularisation des sans-papiers pour les arracher des mains des marchands de sommeil, les autorités n'ont qu'un seul mot d'ordre à la bouche: réprimer, encore réprimer et toujours réprimer tous ceux qui, français ou immigrés se sont mis debout pour faire valoir leurs droits.

Ce sont les marchands de sommeil comme ceux qui sont à l'origine de l'incendie meurtrier de Roubaix et qui s'en sortent très souvent à bon compte qu'il faut réprimer ! Ce sont ces briseurs de vie qui vont jusqu'à dénoncer leurs propres salariés pour gagner encore plus de fric au détriment des droits d'honnêtes travailleurs (comme Souleymane BAGAYOKO) qui risquent l'expulsion, après avoir été spoliés qu'il faut condamner ! C'est ce gouvernement qui, au lieu de réquisitionner les logements vacants fait le jeu des spéculateurs immobilières en se mettant hors la loi qu'il faut sanctionner ! Résultats : tous ces négriers modernes sont assis sur des mines d'or, sûrs d'une impunité troublante ou n'encourent que des peines " symboliques " et des amendes assez ridicules pour faire arrêter des activités aussi lucratives que manifestement illégales ! Que voulez-vous ! Les lois dites SARKOZY sont passées par là, après celles de Messieurs PASQUA-DEBRE et CHEVENEMENT, les uns préparant le terrain aux autres au point qu'aujourd'hui en France, c'est un délit que d'être Noir ! Comment s'étonner dès lors de ces " coups de tonnerre " comme un certain 21 avril, fruits de l'hypocrisie des uns et de la démagogie des autres, si ce n'est leur couardise ou cynisme avec ces politiques constantes qui produisent des résultats qualitativement similaires contre les droits des travailleurs, français ou immigrés? Oui, il faut une autre politique qui ne ferait pas des travailleurs immigrés une masse de manœuvre ou une balle de ping pong entre gauche et droite. Cela ne signifie pas nier les difficultés, mais poser et ouvrir de sérieuses perspectives qui permettent de s'attaquer aux causes plutôt qu'à leurs conséquences ...

Heureusement en France, il y a aussi des femmes et des hommes de conviction, généreux dans la solidarité et la mobilisation. C'est ce qu'a rappelé ces élu(e)s, organisations et citoyen(ne)s qui exigent une autre politique que de charger à coup de matraques des femmes avec leurs enfants, d'expulser ces travailleurs immigrés (ou en en attente de l'être comme Jeff) dans des pays où leur vie est en danger du fait de l'insécurité née de la " Françafrique " !

IACD appelle à amplifier la mobilisation en renforçant la ceinture de solidarité pour un relogement digne et la régularisation des sans-papiers d'autant que plus de 400 000 logements, sont vacants rien qu'en Ile de France ! C'est pourquoi elle appelle aussi à la mobilisation des Collectifs et Associations, des syndicats et partis pour commémorer dans l'unité, le 10 e anniversaire des coups de hache de Saint-Bernard le 26 août 2006 à 14 heures, de l'Eglise Saint-Bernard à la Place de la République, pour la régularisation de tous les sans-papiers avec la carte de 10 ans et l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés, pour la libération des sans-papiers en prison pour défaut de papiers et la fermeture des centres de détention, pour le droit aux soins et le respect des droits des résidents des foyers immigrés, pour l'abolition de la double peine et le respect du droit d'asile, pour le droit de vote et d'éligibilité aux élections, pour le respect des Conventions internationales et des Droits de la Famille et des enfants.

Fait à Cachan, le 24 août 2006

Modifié le lundi 28 août 2006

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
